

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COMPAGNIE DE CHAUFFAGE CCIAG

Chaufferie Ile d'Amour
Chemin de la Tuilerie
38700 La Tronche

Références : 2024-Is011T5
Code AIOT : 0006103222

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement COMPAGNIE DE CHAUFFAGE CCIAG implanté Chaufferie Ile d'Amour Chemin de la Tuilerie 38700 La Tronche. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le plan de contrôle des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Cette inspection a pour objectif de vérifier les conditions de fonctionnement des chaudières et la conformité des rejets atmosphériques en particulier des installations <50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 ou 3110.

L'examen des installations aux objectifs fixés par la PPA3 a également été réalisé dans le cadre de l'inspection. Enfin, le contrôle a également porté sur l'analyse du rapport de ré-examen au titre de l'IED BREF-LCP.

La dernière inspection du site a été réalisée le 8 novembre 2021. L'ensemble des éléments de réponses apporté par l'exploitant aux suites de cette inspection n'appelle pas de remarque de l'inspection, ce qui permet de solder la visite d'inspection réalisée en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPAGNIE DE CHAUFFAGE CCIAG
- Chaufferie Ile d'Amour Chemin de la Tuilerie 38700 La Tronche
- Code AIOT : 0006103222
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Grenoble Alpes Métropole exploite sur le même site que l'incinérateur Athanor deux chaudières destinées au chauffage urbain :

Installations de combustion sur le site	Type d'appareil	Combustible(s) utilisé(s)	Puissance thermique nominale de l'appareil (MW)	Puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (MW)
1	Chaudière n°2	Gaz naturel	29	64 MW
2	Chaudière n°3	Mixte (gaz naturel/fioul lourd)	35	

Les installations de combustion sont désormais classées exclusivement au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées.

La chaufferie de l'île d'Amour a un fonctionnement saisonnier assez peu marqué.

Les dates de mise en service des chaudières sont les suivantes :

- 1972 pour la chaudière n°2,
- 1978 pour la chaudière n°3.

Depuis au moins 5 ans, les chaudières sont équipées de brûleurs Bas-Nox.

La chaufferie Athanor était précédemment exploitée par la CCIAG (déclaration de changement d'exploitant en date du 27 avril 2021 au profit de Grenoble Alpes Métropole). Toutefois, l'exploitant de fait, reste la CCIAG par délégation de service public.

Les conditions d'exploitation du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 8 février 2017 et par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (*).

(*) : en effet, la puissance totale des appareils de combustion du site est supérieure à 50 MW, mais chaque appareil de combustion (chaudière) constitue une installation de combustion indépendante (appareils disposant d'une autorisation antérieure au 1er juillet 1987 et de leur propre cheminée) de puissance unitaire inférieure à 50 MW.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

- PPA

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) de Grenoble Alpes Dauphiné adopté le 16 décembre prévoit un plan d'actions permettant d'améliorer la qualité de l'air sur 297 communes incluant celle de l'entreprise. Il agit sur la mobilité et les secteurs résidentiels et tertiaire, agricole et industriel, afin de réduire les émissions de dioxydes d'azote, de particules fines, de composés organiques volatils, d'ammoniac et dans un second temps, d'ozone.

Selon les données d'Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, le secteur industriel est responsable de 15 % des émissions de particules fines, de 27 % des dioxydes d'azote et de 39% des composés organiques volatils. Ces polluants aggravent les maladies chroniques (affections respiratoires, maladies

cardiovasculaires, cancers...) et provoquent des irritations des muqueuses, des troubles cardiaques et du système nerveux, des maux de tête.

Compte tenu de cet enjeu de santé publique majeur et de la responsabilité partagée du secteur industriel sur les émissions de polluants, le PPA prévoit des mesures pouvant impacter l'établissement. Il est disponible sur le site de la dreah auvergne rhone alpes, à ce lien :

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-protection-de-l-atmosphere-de-l-a22941.html>

En cas de besoin, l'exploitant peut contacter le référent PPA à cette adresse :
ppa-grenoble.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Autosurveillance des émissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 10 et 15	Demande d'action corrective	3 mois
4	Mesures en continu des rejets air	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 16	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rejets air - procédures QAL/AST	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets air	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
7	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Recueil MCP	Arrêté Ministériel du 02/01/2019, article 1	Sans objet
3	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1	Sans objet
8	Conformité au PPA3	Arrêté Préfectoral du 16/12/2022, article /	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Rapport de réexamen - BREF LCP (grandes installations de combustion)	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-70 et R.515-71	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des rejets atmosphériques des chaudières est réalisé correctement mais présente une marge de progression à travers un suivi plus rigoureux et mieux formalisé.

Le recours au fioul lourd TBTS pour l'alimentation de la chaudière 3 doit être limité autant que possible compte tenu de la mise en oeuvre du PPA3 et de son plan d'actions.

Le PPA3 prévoit une série d'actions pour les chaufferies en visant en particulier les installations de puissance moyenne (< 50 MW).

Aussi, il est proposé au préfet de demander à la CCIAG de **réaliser, sous 12 mois, une étude technico-économique de réduction des émissions d'oxydes** sur les deux chaudières qu'elle exploite. Un **projet de courrier à la signature du préfet** a été rédigé.

Enfin, le rapport de réexamen des conditions d'exploitation des chaudières au regard du **BREF LCP** (grandes installations de combustion) a été transmis le 6 décembre 2018. Il a été examiné dans le cadre de l'inspection. Il est proposé au préfet de **donner acte du dossier de réexamen** relatifs aux installations de la Compagnie de Chauffage Intercommunale de l'Agglomération Grenobloise sur la commune de La Tronche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recueil MCP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2019, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques techniques des installations de combustion moyennes
Prescription contrôlée : Les informations demandées à l'article R. 515-114 du code de l'environnement sont déclarées par voie électronique sur le site internet https://demarches-simplifiees.fr/ .
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas encore procédé à l'enregistrement de ses installations de combustion dans le registre national dédié. A la date de rédaction du rapport d'inspection, l'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 janvier 2019.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Autosurveillance des émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 10 et 15
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Prescription contrôlée :Article 10

Les rejets à l'atmosphère des installations de combustion respectent, en sortie de cheminées, les valeurs limites d'émission fixées ci-après (débit, concentration et flux), sans préjudice des dispositions de l'article 11.

Paramètres	chaudière n° 2 (gaz naturel)	chaudière n° 3 (gaz naturel et/ou fioul lourd)
Puissance	29 MWth	35 MWth
Hauteur de cheminée minimale	50 m	50 m
Vitesse d'éjection des gaz minimale en marche continue maximale	8 m/s	8 m/s
Débit des gaz	36 300 Nm ³ /h	44 800 Nm ³ /h
Dioxyde de soufre (SO ₂)	Gaz naturel : 35 mg/m ³	Gaz naturel : 35 mg/m ³ Fioul lourd : 1700 mg/m ³
Oxydes d'azote (NOx)	Gaz naturel : 120 mg/m ³	Gaz naturel : 120 mg/m ³ Fioul lourd : 450 mg/m ³
Poussières	Gaz naturel : 5 mg/m ³	Gaz naturel : 5 mg/m ³ Fioul lourd : 50 mg/m ³
Monoxyde de carbone (CO)	Gaz naturel : 100 mg/m ³	Gaz naturel : 100 mg/m ³ Fioul lourd : 100 mg/m ³
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,1 mg/m ³	0,1 mg/m ³
Composés organiques volatils (COVNM) exprimés en carbone total	110 mg/m ³	110 mg/m ³
Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/m ³ par métal et 0,1 mg/m ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,05 mg/m ³ par métal et 0,1 mg/m ³ pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/m ³ exprimée en (As+Se+Te)	1 mg/m ³ exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/m ³ exprimée en (Pb)	1 mg/m ³ exprimée en (Pb)
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/m ³ exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	10 mg/m ³ exprimée en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)

Article 15

6. Une surveillance des rejets d'effluents gazeux des installations de combustion est effectuée par l'exploitant au minimum sur les paramètres et selon les fréquences définies dans le tableau ci-après :

Paramètres	Fréquence de surveillance
Oxygène (O2), température, pression, teneur en vapeur d'eau	Analyse trimestrielle analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées
Dioxyde de soufre (SO2)	Estimation journalière (*) ; analyse trimestrielle lors de l'utilisation de fioul et semestrielle lors de l'utilisation de gaz naturel ; analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées
Oxydes d'azote (NOx)	Analyse trimestrielle ; analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées
Poussières	Evaluation en permanence ; analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées lors de l'utilisation du fioul
Monoxyde de carbone (CO)	Mesure en continu ; analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)
Composés organiques volatils (COVNM) exprimés en carbone total	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)
Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)
Plomb (Pb) et ses composés	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	analyse annuelle par un organisme tiers agréé par le ministre en charge de l'inspection des installations classées (en cas d'utilisation de fioul)

Constats :

L'exploitant transmet à l'inspection via l'application GIDAF un bilan trimestriel des contrôles des rejets atmosphériques des chaudières n°2 et n°3.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-02-08 du 8 février 2017, l'exploitant procède au suivi en continu des émissions de poussières (par évaluation

en permanence), de CO et de SO₂ (par estimation journalière) sur les chaudières n°2 et 3.

Un organisme extérieur procède également à des mesures selon les fréquences et modalités suivantes :

- annuellement pour les métaux, les HAP, les COVNM et l'ensemble des paramètres soumis à surveillance conformément aux dispositions de l'article 15 ;
- semestriellement pour les oxydes d'azote, le CO, le SO₂, les oxydes d'azote, les poussières, vitesse d'éjection, O₂, température.

L'article 15 prévoit une analyse trimestrielle des rejets en oxydes d'azote, en SO₂ en cas de fonctionnement au fioul, une mesure de l'O₂, température, pression et teneur en vapeur d'eau.

Aucune restitution de ces analyses n'est présentée dans les bilans trimestriels de surveillance des émissions atmosphériques alors que l'exploitant procède à la mesure en continu des oxydes d'azote, du SO₂ et de l'oxygène. Ce point doit être corrigé.

La vitesse d'éjection et le débit sont contrôlés semestriellement. L'inspection note que les bilans trimestriels transmis par l'exploitant ne présentent pas les résultats de mesure de l'organisme extérieur pour ces paramètres.

Ce point doit être corrigé.

En amont de la visite d'inspection, il a été demandé à l'exploitant de transmettre les rapports de contrôles de l'organisme extérieur réalisés en 2022 et 2023.

L'inspection relève les non conformités suivantes :

- le 20/02/2023 : concentration en SO₂ sur la chaudière G3 en fonctionnement fioul (1730 mg/Nm³ pour une VLE = 1700 mg/Nm³),
- le 15/02/2022, 15/02/2023, vitesse d'éjection sur la chaudière G2 trop faible (< 8 m/s),
- le 23/02/2022, 19/12/2022, vitesse d'éjection sur la chaudière G3 en fonctionnement gaz trop faible (< 8 m/s).

Ces non-conformités doivent être justifiées et levées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Proposition de suites n°1 :

L'exploitant doit :

- **procéder à une analyse trimestrielle des rejets en oxydes d'azote, en SO₂ en cas de fonctionnement au fioul, de l'O₂, température, pression et teneur en vapeur d'eau ; les résultats doivent être restitués à l'inspection,**
- **présenter les résultats des contrôles périodiques de la vitesse et du débit,**
- **justifier les vitesses insuffisantes d'éjection des fumées relevées en 2022 et 2023 sur les chaudières G2 et G3 ; le retour à la conformité doit être engagé,**
- **en cas de dépassement de VLE constaté par un organisme extérieur, accompagner la transmission des résultats de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.**

Le délai de mise en conformité est de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 1																		
Thème(s) : Situation administrative, Alimentation en combustible des chaudières																		
Prescription contrôlée : Article 1 1. La CCIAG dont le siège social est 25 avenue de Constantine – BP 2606 – 38026 GRENOBLE est autorisée à exploiter, dans l'enceinte du complexe thermique de l'île d'Amour sise à LA TRONCHE, les installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe 1 du présent arrêté.																		
Constats : L'exploitant a présenté les conditions d'exploitation en 2022 et 2023 de la chaudière G3 alimentée soit en gaz naturel, soit en fioul lourd TBTS. En 2022, la chaudière G3 a fonctionné toute l'année à l'exception du mois de juillet et août. En 2023 (données disponibles jusqu'à fin septembre), la chaudière G3 a fonctionné tous les mois à l'exception des mois de juillet et août. Le fonctionnement de la chaudière n'est pas continu pendant ces périodes. Le tableau ci-dessous présente le nombre d'heures de fonctionnement de la chaudière G3 en alimentation fioul lourd et gaz naturel. <table><tr><th rowspan="2">Année</th><th colspan="3">Chaudière G3</th></tr><tr><th>Temps de fonctionnement au <u>fioul lourd</u> (h)</th><th>Temps de fonctionnement au gaz naturel (h)</th><th>Total</th></tr><tr><td>2022</td><td>524</td><td>142</td><td>666</td></tr><tr><td>2023 (janvier-Septembre)</td><td>16</td><td>559</td><td>575</td></tr></table> La durée de fonctionnement annuelle de la chaudière G3 est assez faible mais reste supérieur à 500 h. Le recours au fioul lourd intervient en secours du gaz naturel en cas d'arrêt d'approvisionnement gaz ou en cas de très grand froid. En 2022, la crise énergétique et la hausse du prix du gaz naturel expliquent l'utilisation majoritaire du fioul lourd comme combustible.				Année	Chaudière G3			Temps de fonctionnement au <u>fioul lourd</u> (h)	Temps de fonctionnement au gaz naturel (h)	Total	2022	524	142	666	2023 (janvier-Septembre)	16	559	575
Année	Chaudière G3																	
	Temps de fonctionnement au <u>fioul lourd</u> (h)	Temps de fonctionnement au gaz naturel (h)	Total															
2022	524	142	666															
2023 (janvier-Septembre)	16	559	575															
Type de suites proposées : Sans suite																		

N° 4 : Mesures en continu des rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée :

Article 16

1. Mesures en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées à l'article 10 ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées à l'article 10 ;
- 95% de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées à l'article 10.

Les valeurs moyennes validées sont déterminées conformément au point 2 du présent article.

2. Moyennes validées

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiquée au point 7 de l'article 15.

7. Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré unique ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- Poussières : 30 % ;
- CO : 10 %.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions du point 3 du présent article.

Constats :

Dans les bilans trimestriels, l'exploitant restitue la conformité des résultats des moyennes horaires, journalières et mensuelles des mesures de CO, SO₂ et Poussières.

Le logiciel de traitement des données des appareils de mesures des émissions atmosphériques (développé par Environnement SA) soustrait l'intervalle de confiance. Le nombre de jours écartés (moyenne journalière invalide) n'est pas précisé dans les bilans trimestriels. Ce point doit être corrigé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Proposition de suites n°2 : L'exploitant doit préciser dans les rapports trimestriels le nombre de jours écartés (valeur moyenne journalière) par an. Le délai de mise en conformité est de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rejets air - procédures QAL/AST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Étalonnage des appareils de mesure en continu
Prescription contrôlée : (...) <p>8. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.</p> <p>9. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'appareil. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.</p> <p>La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans, et dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ; ou • après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par exemple : modification du système de traitement des effluents gazeux ou changement du combustible ou changement significatif du procédé) ; ou • après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).

Constats :

L'exploitant a présenté les derniers rapports d'étalonnage des appareils de mesures.

Pour la chaudière G2, le QAL2 a été réalisé du 13 au 16 décembre 2022. Il a porté sur les polluants suivants :

- O₂, NO_x, CO, SO₂, (pour l'AMS titulaire et redondant),
- et Poussières (pour l'analyseur titulaire).

Le QAL2 conclut à la conformité des résultats.

Pour la chaudière G3 en fonctionnement au gaz naturel, l'AST a été réalisé le 19 décembre 2022. Il a porté sur les polluants suivants :

- NO_x, CO (pour l'AMS titulaire et redondant),
- et Poussières (pour l'analyseur titulaire).

L'AST conclut à la conformité des résultats.

Le QAL2 a été réalisé à la même date pour l'O₂ sur l'AMS titulaire et redondant car le précédent essai AST avait invalidé la fonction d'étalonnage QAL2 pour le paramètre O₂.

Le QAL2 conclut à la conformité des résultats.

Le SO₂ ne semble pas analysé en sortie de la chaudière G3 ; ce qu'a confirmé la visite terrain (écran de contrôle des AMS).

Pour la chaudière G3 en fonctionnement au fioul lourd, l'AST a été réalisé le 20 février 2023. Il a porté uniquement sur les appareils de mesures titulaires. L'AMS redondant n'a pas fait l'objet d'une procédure AST.

L'AST conclut à la conformité des résultats à l'exception de la fonction d'étalonnage des NO_x, ce qui implique la réalisation d'un QAL2 dans les 6 mois.

Compte tenu de la date de rédaction du rapport (25/07/2023) et sa réception tardive par l'exploitant, le QAL2 pour les NO_x est programmé début décembre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Observation :**

L'inspection incite l'exploitant à prévoir, si ce n'est pas déjà le cas, dans son cahier des charges pour la réalisation des procédures AST, QAL2 et QAL3, une transmission du rapport QAL2 dans un délai maximal de 3 mois après les mesures.

La mesure en continu du SO₂ est exclusivement réalisée sur les émissions de la chaudière G2 alimentée à partir du gaz naturel. Il aurait été plus pertinent de mettre en œuvre la surveillance en continu des rejets de SO₂ de la chaudière G3 alimentée en fioul lourd TBTS.

Proposition de suites n°3 :

L'exploitant fait procéder, sous 3 mois, à un contrôle AST l'AMS redondant de la chaudière G3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/02/2017, article 18

Thème(s) : Risques chroniques, Évaluation des flux dans l'atmosphère

Prescription contrôlée :

Si les installations rejettent dans l'atmosphère plus de :

- 200 kg/h d'oxydes de soufre ;
- 200 kg/h d'oxydes d'azote ;
- 150 kg/h de composés organiques ;
- 50 kg/h de poussières ;
- 50 kg/h de composés inorganiques gazeux du chlore ;
- 50 kg/h d'acide chlorhydrique ;
- 25 kg/h de fluor et composés fluorés ;
- 10 g/h de cadmium et de mercure et leurs composés (exprimés en Cd + Hg) ;
- 50 g/h d'arsenic, sélénium et tellure et leurs composés (exprimés en As + Se + Te) ;
- 500 g/h (dans le cas d'installations de combustion consommant du fuel lourd, cette valeur est portée à 2 000 g/h) d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés (exprimés en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn) ;
- ou 100 g/h de plomb et ses composés (exprimés en Pb),

l'exploitant met en place une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants (pour les poussières) au voisinage des installations.

Le programme de surveillance est mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Article 8 de l'arrêté du 3 août 2018

(Arrêté du 8 décembre 2022, article 4 6°)

Applicabilité VLE.

IV. Pour chaque polluant considéré au chapitre II du présent titre, l'arrêté préfectoral fixe un flux massique horaire, journalier, mensuel ou annuel. Ce flux maximum prend notamment en compte les heures d'exploitation de l'installation. Les émissions canalisées pendant toutes les périodes d'exploitation, les démarrages et arrêts et les émissions diffuses sont prises en compte pour la détermination des flux.

Constats :

L'exploitant n'est pas en mesure de préciser les flux horaires rejetés par ses installations de combustion pour justifier de l'absence de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants autour de son site.

L'inspection note que l'exploitant a déclaré sous GEREP les émissions annuelles suivantes au titre de l'année 2022 :

CO : 390 kg,

Poussières : 39 kg,

N₂O : 122 kg,

CH₄ : 156 kg,

<p>Oxydes d'azote : 6 720 kg, Oxydes de soufre : 14 927 kg, CO2 : 4 729 t.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que tous les régimes de fonctionnement des installations NOC & OTNOC (conditions de fonctionnement normales et autres que normales) doivent être pris en compte pour le calcul des flux horaires et des émissions annuelles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°4 :</u> L'exploitant justifie, sous 1 mois, l'absence de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées de polluants autour de son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Système de traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pannes et dysfonctionnements des dispositifs de traitement des fumées</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité : – d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ; – d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure « Gestion des dérives – centrale de l'île d'Amour » référencé PS 3117 en date du 26/05/2023. Cette procédure couvre les différents cas de dérives susceptibles d'être rencontrés au niveau de l'unité d'incinération et des générateurs de vapeurs intégrés au four. Les dérives identifiées sur les chaudières d'appoints G2 et G3 concernent uniquement la perte de flamme du brûleur (brûleur bas-NOx en place sur les chaudières) et ne portent pas sur les dispositifs de traitement des fumées (dépolluiseurs multicycloniques, recirculation des fumées...)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Proposition de suites n°5 :</u> L'exploitant complète sous 3 mois la procédure « gestion des dérives » sur la conduite à tenir en</p>

cas de pannes ou de dysfonctionnements des dispositifs de traitement des fumées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conformité au PPA3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/12/2022, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Actions industrie
Prescription contrôlée : Réduire les émissions de particules et de NOx des installations de combustion
<p>Constats :</p> <p>Les installations de la CCIAG sont concernés par les objectifs de réduction des émissions industrielles fixés par la PPA3.</p> <p>Les installations sont classées IED (3110) ; ceci-étant les chaudières du site de l'Ile d'Amour sont à considérer comme deux installations de combustion distinctes. En effet, les installations ont été autorisées avant le 1er juillet 1987 et présentent 2 conduits de cheminée distincts. La puissance nominale de chaque chaudière est inférieure à 50 MW mais supérieure à 15 MW.</p> <p>Dans ces conditions, les NEA-MTD ne sont pas opposables.</p> <p>En application du PPA3 Grenoble Alpes Dauphiné (défi I.2.1), la CCIAG est incitée à réduire ses émissions d'oxydes d'azote en visant une valeur limite d'émission à 90 mg/Nm3 (exprimés à 3 % d'O2 gaz).</p> <p>La valeur limite d'émission en oxydes d'azote est actuellement fixée à 120 mg/Nm3 (en alimentation en gaz naturel) car les installations ont été autorisées avant le 1er novembre 2010. Cette valeur limite reste inchangée à compter du 1er janvier 2025 (article 10 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018).</p> <p>L'ambition du PPA3 est de réduire la valeur limite d'émission de 120 mg/Nm3 à 90 mg/Nm3.</p> <p>Les rejets en oxydes d'azote présentent actuellement une concentration inférieure 100 mg/Nm3 (en alimentation en gaz naturel) lors des campagnes de mesures semestrielles.</p> <p>L'objectif est en revanche difficilement atteignable en fonctionnement en fioul lourd TBTS avec une valeur limitée d'émission fixée à 450 mg/Nm3.</p> <p>Afin de réduire les émissions de particules et de NOx pour les installations existantes de puissance comprise entre 20 et 50 MW et fonctionnant avec les combustibles les plus émetteurs (biomasse, fioul domestique, charbon et des fiouls lourds), le PPA3 demande aux exploitants de viser les valeurs basses en NOx (90 mg/Nm3) et PM (20 mg/Nm3).</p> <p>Pour les poussières, l'objectif du PPA3 peut être considéré comme respecté dans la mesure où l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2017-02-08 du 8 février 2017 prescrit une valeur limite d'émission égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à 5 mg/Nm3 en alimentation en gaz naturel, • à 50 mg/Nm3 en alimentation en fioul lourd TBTS ; les périodes d'alimentation en fioul de la chaudière G3 sont largement minoritaires à l'exception de l'année 2022 (en raison de la

crise énergétique).

Concernant l'objectif de réduction des émissions d'oxydes d'azote, il sera demandé à la CCIAG la réalisation, sous 12 mois, d'une étude technico-économique (ETE) établissant un bilan du coût/bénéfice afin d'arbitrer sur leur capacité à atteindre pour leurs rejets atmosphériques la valeur basse en oxydes d'azote.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rapport de réexamen - BREF LCP (grandes installations de combustion)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/05/2017, article R.515-70 et R.515-71

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité au MTD du BREF LCP

Prescription contrôlée :

Article R515-70

I. - Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;

- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.

II. - Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.

Article R515-71

I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.

II. – En vue du réexamen prévu au II et au III de l'article R. 515-70, le préfet prescrit, par arrêté pris dans les formes prévues par l'article R. 181-45, la remise du dossier de réexamen dans un délai ne dépassant pas douze mois à compter de la date de signature de cet arrêté.

Constats :

Conformément aux dispositions de l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 6 décembre 2018, un rapport de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la

décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD).

Or, chaque chaudière constitue une installation de combustion indépendante (appareils disposant d'une autorisation antérieure au 1er juillet 1987 et de leur propre cheminée) de puissance unitaire inférieure à 50 MW ; dans ces conditions le BREF LCP ne s'applique pas ainsi que les niveaux d'émissions associée aux meilleures techniques disponibles associées aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD).

Il a tout de même été demandé à l'exploitant de se positionner sur les MTD et les niveaux d'émissions.

Concernant les conditions d'exploitation des chaudières au regard des meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion, il est pris note :

- de la présence de brûleurs bas NOx sur les deux chaudières,
- de l'absence de systèmes de traitement secondaires des fumées (système de réduction non-catalytiques ou catalytiques pour la réduction des émissions de NOx,
- de l'utilisation prépondérante de gaz naturel comme combustible pour toutes ses unités de combustion,
- de la mise en place avenir d'un plan de gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement,
- de la mise en œuvre de mesures (système de contrôle avancé avec autorégulation, optimisation de la combustion, certification ISO 50001 en cours...) qui permettent de maintenir un niveau de rendement important des installations. L'utilisation de gaz naturel, combustible normé et stable, participe au niveau de performance de l'installation.

La conformité des niveaux d'émissions atmosphériques des chaudières à la réglementation en vigueur a été contrôlée dans le cadre de la présente inspection.

Aucun dépassement important des valeurs limites d'émission n'a été relevé.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Isère de donner acte du dossier de réexamen relatifs aux installations de la Compagnie de Chauffage Intercommunale de l'Agglomération Grenobloise sur la commune de La Tronche (38) sous le n° AIOT 0061.03222, pour les chaudières soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des ICPE.

Il n'y a pas lieu de proposer d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires au titre de l'article R.515-71 du code de l'environnement. Nous proposons à monsieur le préfet d'en prendre acte .

L'inspection saisit également l'opportunité du donné acte pour demander à l'exploitant, en application du PPA3 Grenoble Alpes Dauphiné, de transmettre, sous un délai de 12 mois, une étude technico-économique (ETE) établissant un bilan du coût/bénéfice afin d'arbitrer sur leur capacité à atteindre pour leurs rejets atmosphériques en oxydes d'azote une concentration égale à 90 mg/Nm3.

Type de suites proposées : Sans suite